



pactepouvoirdevivre.pdl@gmail.com

Nantes, le 8 Juin 2020

Mesdames et Messieurs les élu.e.s des Pays de la Loire,

Dans le cadre d'une plate-forme commune, en Mars 2019 nos organisations ont fait 66 propositions « **Pour donner à chacun le pouvoir de vivre - l'urgence d'un pacte social et écologique** ».

A ce jour, 55 organisations qui représentent des millions de personnes, impliquées dans la défense des droits humains, dans la jeunesse, l'environnement sont engagées dans le Pacte du Pouvoir de Vivre

Depuis quelques mois une crise sanitaire percute de plein fouet notre monde et nos modes de vie, et a conduit à des prises de décisions hors normes pour y faire face. La crise sanitaire, et les crises économiques et sociales qui s'annoncent génèrent des situations dramatiques et anxiogènes pour de très nombreuses personnes.

La crise sanitaire, notamment du fait du confinement, impacte de façon très différentes les personnes suivant leurs conditions de vie initiales (logement, précarité économique, capacités à gérer les incertitudes, à se projeter..., accès aux soins).

Elle a mis en lumière au même moment les inégalités liées à l'éducation, au logement, à l'accès au soin, à la reconnaissance des métiers et plus particulièrement de celles et ceux qui étaient invisibles.

Nous sommes inquiets, et alertés par quelques indicateurs d'ores et déjà identifiés : le nombre de recours à l'aide alimentaire (En Pays de la Loire, le nombre de familles ayant eu recours à l'aide alimentaire a augmenté de 30 à 50 % sur les 2 mois), le nombre de défaut de paiement de loyers, le nombre d'appels aux 115 pour des signalements ou des violences faites aux enfants et aux femmes, le nombre d'heures de chômage partiel déclarées (En région Pays de la Loire lors de la crise de 2008, 4 millions d'heures de chômage partiel avaient été enregistrées entre septembre 2018 et janvier 2019, au printemps 2020 sur les seuls mois de mars-avril, nous en sommes à 23 millions d'heures), la fin des CDD et des contrats d'intérim.

La fermeture des établissements scolaires a généré un décrochage scolaire sans précédent et alors que l'ouverture des établissements le 11 mai devait concerner prioritairement les élèves qui rencontraient le plus de difficultés, il semble que les situations soient très inégales.

En tant qu'élu.e local.e, vous devez faire face à ces situations sanitaires, sociales, éducatives. Nous devons ensemble nous mobiliser afin de construire des alternatives au risque de décrochage profond.

La crise sanitaire a également mis en évidence la situation de précarité massive qui touche les étudiants, avec des conséquences graves sur leur budget : arrêt de la restauration à tarification sociale du Crous, fin des "jobs étudiants" qui permettent à 670.000 d'entre eux de subvenir à leurs besoins. Les étudiants des formations de santé et sanitaire et sociale ont été grandement oubliés, réalisant des

stages dans des conditions d'encadrement bancales avec des missions dépassant leurs prérogatives, sans augmentation de leur indemnisation.

Les jeunes, souvent dans des situations d'emploi précaire, (interim, CDD, apprentis) sont les premiers touchés par la baisse de charge des entreprises. Au-delà, de nombreux étudiants sont en train de terminer leur formation dans un contexte anxiogène, lié à la fermeture des établissements de l'enseignement supérieur et la continuité pédagogique dématérialisée. La crise économique va rendre encore plus difficile l'accès à un premier emploi. Nous devons nous mobiliser ensemble, pour innover dans des accompagnements favorisant l'emploi, la prise d'autonomie de la jeunesse

Ces illustrations confirment que les 15 mesures proposées par le Pacte pour la fin du confinement nécessitent une mobilisation renforcée des élu.es avec la société civile.¹

Mais au-delà, les familles, les salariés, les jeunes à la recherche d'emploi, les enfants et plus globalement tous les citoyen.nes s'interrogent sur leur vie, dans la société de demain. Dans le monde d'après crise sanitaire, quelle sera la place de : la liberté, l'égalité, la fraternité ?

Face à ces interrogations légitimes, les acteurs du « Pacte pour le pouvoir de vivre » souhaitent attirer votre attention sur plusieurs points :

Partager le pouvoir pour mieux agir : la coopération entre les différents acteurs est un moyen efficace pour construire des solutions adaptées aux situations. Par ailleurs, quel que soit le niveau où elles sont prises, les pratiques de coopération permettent de restaurer de la confiance dans « le politique ».

Ne pas remettre la machine économique « à l'identique » : c'est à dire sans prise en compte réelle des enjeux sociaux et environnementaux. A nous collectivement, d'inventer ensemble et par le dialogue ce que pourrait être le monde d'après crise.

Avoir des plans de relance ciblant les citoyens et les entreprises : si l'emploi est l'un des moteurs essentiels de la relance, il n'est pas le seul. Les conditions de vie des citoyen.nes doivent faire l'objet d'une attention particulière et des aides massives doivent être mobilisées pour faire face aux besoins de la population notamment pour l'alimentation, la santé, le logement, les transports, l'éducation formelle et informelle, la culture, les loisirs, les activités sportives. La vie associative doit être soutenue pour assurer les fonctions de lien social, culturel et éducatif qui sont les siennes. Bien évidemment des services publics de qualité, devront être proposés.

Renouveler la conditionnalité des aides pour remettre l'humain au centre :

La crise que nous allons traverser est inédite, elle impose des mesures à la hauteur des tensions auxquelles nous devons faire face. La conditionnalité des aides, porte l'intérêt d'inciter à imaginer, à innover des contreparties aux aides publiques nécessaires à la survie ou l'attractivité économique de la région. Nous avons l'habitude de les lier à l'emploi, la qualité de l'accompagnement des travailleurs. Il nous semble important d'élargir le spectre et de l'adapter à la situation des filières ou des territoires. Ainsi, plusieurs conditionnalités sont possibles :

- L'aide au secteur agricole et agro-alimentaire pourrait être conditionnée/corrélée à une aide aux associations d'aide alimentaire, à la vente en circuit court.
- L'aide au secteur touristique conditionnée/corrélée à un accueil des familles/enfants vulnérables
- L'aide aux entreprises conditionnée/corrélée à des relocalisations, à l'emploi, aux recrutements d'apprentis, à l'implication de l'entreprise dans son territoire, à la qualité des

¹ [Lien vers les 15 mesures postconfinement préconisées par le Pacte](#)

emplois, un ensemble d'engagements relevant de la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE)...

- L'aide aux associations conditionnées/corrélée à des actions en direction des plus vulnérables.
- Des mesures d'emploi pour les jeunes, dans le cadre de projet associatif

Les élu.es que vous êtes, connaissez les réalités territoriales, vous êtes proches des populations, vous connaissez leurs conditions et leurs cadres de vie, votre action permet dans les moments difficiles, comme celui-ci d'assurer l'indispensable service aux populations.

Les politiques publiques locales permettent d'agir :

- Pour des projets de développement économique, social et sociétal compatibles avec le développement d'une société solidaire.
- Pour des projets de formation adaptés aux métiers de demain et respectueux des enjeux sociétaux et écologiques au plan local comme au plan international
- Pour des projets sociaux et éducatifs de territoire adaptés aux besoins.

Les organisations du Pacte, sont à vos côtés pour réfléchir, et participer à la transformation de notre société et construire ensemble un futur désirable par et pour tous.

Restant à votre disposition pour discuter de nos propositions si vous le souhaitez, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs les élu.es des Pays de la Loire, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour les signataires du Pacte en Pays de la Loire,

Isabelle MERCIER, CFDT

Gilles LATOURNERIE, CFTC

Mathieu NOBLET, FRANCAS PdL

Théo MADEC, InterAsso Nantes (FAGE)

Christophe BIGAUD, Mutualité Française Pays de la Loire,

Damien COTUREL, Secours Catholique

Jean Christophe GAVALLET, France Nature Environnement

Christiane LEBEAU, URIOPPS

Joëlle Gilet, UNSA



